

marquer à juste titre qu'il faut une vision d'ensemble, une « réorganisation » complète, qu'il ne suffit pas d'être démagogue ou de s'attacher à de petits détails, ou de prendre le problème « par le petit bout de la lorgnette ». Certes, mais il faut aussi de l'empirisme et du volontarisme en la matière : une explication politique — même une explication uniquement descriptive des problèmes — peut faire beaucoup pour changer les mœurs. Tous les camarades une fois placés devant leurs responsabilités et *informés ne peuvent qu'avoir* un comportement différent. Et il faut, en même temps que l'on fournit une explication d'ensemble, mettre le doigt sur les petits détails, sur « le petit bout de la lorgnette » *justement* parce que tous les théoriciens en ce domaine précis de la gestion d'un local, ne remplacent pas un bon balayeur, parce que le bâton est plein de merde, il faut commencer par le prendre par un bout. Et si apparemment il y a des choses « plus urgentes » que le nettoyage du local (ceux qui expliqueront cela ne seront pas ceux sur lesquels il faudra compter pour ces « basses tâches », ils préféreront sans doute des tâches plus « nobles »...) en fait à force de reléguer au dernier rang la question du local, celle-ci finira *inéluclablement* par revenir au premier rang, du seul fait de la *paralysie* qu'elle apporte en empêchant toutes les autres tâches « plus urgentes » de s'accomplir faute de bonnes conditions. Combien de temps perdu, de distributions ratées faute de papier, faute de machines en ordre de marche ? Combien d'argent et d'énergie ?

Certes il y a beaucoup de moyens pour changer la situation, de deux types :

1) *la répression* : caporaliser le local, imposer des normes stricts de fonctionnement, interdire la tenue des réunions ou commissions qui n'ont pas nettoyé leur salle, blâmer les responsables des désordres, fermer tous les téléphones pour limiter les dépenses dues aux multiples (mais oui) communications personnelles, contrôler sévèrement les entrées, ne laisser à personne l'accès des étages sans motif de travail précis, faire payer cash le papier ou tout autre matériel utilisé, fermer les portes de tous les bureaux le soir (comme est contrainte de le faire Ulysse) pour éviter le pillage du matériel (ciseaux, scotch, punaises, ou machines à écrire qui sont « empruntés » toujours pour une tâche impérieuse, urgente et « pour un instant » mais qui ne reviennent jamais à leur place originale).

2) *l'intégration* : cette deuxième solution consisterait à faire une opération porte ouverte, à faire participer peu à peu sous l'œil patient des permanents techniques, chaque militant, à inaugurer un système de « permis-ronéo », à faire des « campagnes de propreté », un affichage permettant de réglementer souplement l'ensemble des activités, de décréter des jours de nettoyage, d'organiser cellule après cellule (en plus de la garde) des tours de nettoyage, de mener une campagne politique pour limiter le gâchis, de faire connaître un règlement intérieur et *d'inciter* ainsi sans sanction, ni blâme, les militants à l'auto-discipline librement voulue et acceptée dans la pratique.

Indiscutablement il faudra combiner une politique de participation et une politique de répression.

Voilà pour les considérants. Mais examinons :

- 1- Les grands traits de ce qui ne va pas ;
- 2- Ce que nous voudrions que soit le local ;
- 3- Par où commencer ?

1) Les grands traits de ce qui ne va pas

Il est impossible, pour tous les permanents techniques ou politiques, de travailler *efficacement* de façon *rentable* dans ce local. Faute d'ordre et de méthode, chacun fait du touche-à-tout et papillonne d'un bureau à l'autre. Pas une réunion ne peut se tenir sans qu'elle ne soit dérangée 20, 30, 50 fois par des « visites » diverses ou des coups de téléphone inutiles pour demander « si untel n'est pas là, si vous n'avez pas vu untel ? ... » La « garde » est actuellement incapable (faute d'information) d'orienter les visiteurs, de sélectionner les informations, de ne pas déranger les bureaux où il y a des camarades qui travaillent. Dans aucun bureau il n'y a de possibilité de « silence » complet ! La question est posée de la *fonction* du local : à la fois un lieu militant, et un lieu « d'étude, de réflexion, et de rédaction », à la fois le local de l'organisation parisienne et de l'organisation nationale. Sans arrêt les fonctions se perturbent, les tâches se chevauchent, et aucune division rationnelle du travail n'est effectuée.

Les avantages retirés de la construction du local sont incomparables avec la situation antérieure de la Ligue (Faubourg St Martin !) mais nous n'exploitons pas encore toutes les possibilités des 1080 m² à la mesure de nos dépenses financières :

a) la librairie ne vend pas autant qu'elle le devrait et son fonctionnement actuel, sa place dans l'organisation, l'intérêt que lui portent les militants, ne sont pas ce que cela devrait être.

b) l'utilisation du matériel technique (machines) est paralysée par des investissements insuffisants et un gâchis faute de règles organisationnelles.

c) l'argent dépensé pour l'installation proprement dite nous coûte alors que celle-ci ne s'achève pas. Plus ça dure, plus ça coûte.

d) il a des salles inachevées, des locaux inoccupés : la location d'une salle pour le CC coûte 300 F à 500 F pour un week-end alors que la grande salle du bas, une fois aménagée, en permettrait l'économie...

Aucune condition *suffisante* de sécurité n'est respectée.

Enfin paradoxalement ce local n'est pas un réel lieu de vie militante : ni lieu d'accueil, ni lieu d'intégration, il ne permet tel quel aucun partage des tâches, il « écarte » de fait toute bonne volonté désireuse de s'associer aux tâches éventuelles. Le café « annexe » du local est sans aucun doute le véritable lieu d'accueil et aussi celui où l'on peut trouver des militants disponibles.

Un local central est indispensable à Paris, mais il doit se compléter par des locaux de sections décentralisés et équipés de téléphones. Cela doit être une politique sur Paris : dans des arrondissements ou banlieues où nous sommes le plus implantés, il faut investir dans de tels locaux. La situation actuelle tant qu'elle sera maintenue sera un obstacle objectif à la résolution des problèmes évoqués dans ce BI.

2) Ce que nous voulons qu'il soit fait :

a) Que la part de l'organisation parisienne soit réduite au maximum : seul le centre nerveux de Paris, c'est-à-dire la DP doit y demeurer en permanence et seules quelques exceptionnelles réunions parisiennes doivent s'y tenir. Mais la part des locaux de sections doit grandir au